

MAITRISE D'OUVRAGE :

CHU Besançon
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 Besançon

Agencement d'une grande salle des instances

3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 Besançon

Lot N°02 REVETEMENT DE SOL

DOSSIER CONSULTATION ENTREPRISES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

MAITRISE D'OEUVRE :

Architecte :
OLIVENOIRE
49 bis, rue de Longvic
21000 Dijon
Tel : 03.80.38.94.56
Email : contact@olivenoire.fr

OLIVENOIRE

Économiste :
SATURNE Ingénierie
63 Bis Avenue Maginot
01000 BOURG EN BRESSE
Portable : 06.88.42.04.07
Email : e.collet@saturne-ing.fr



BE CVC :
BILD
Bâtiment HORUS 14 rue Jean Giono
21000 DIJON
Tel : 03.80.45.99.00
Email : contact@bild.fr



DOSSIER CONSULTATION ENTREPRISES

Agencement d'une grande salle des instances
Lot N°02 REVETEMENT DE SOL

Sommaire

0 GENERALITES	3
0 1 Objet du CCTP et de la DPGF	3
0 2 Normes et réglementations	4
0 3 Consistance des travaux	4
0 4 Visite de site - Reconnaissance des lieux - Précautions vis à vis des usagers et infrastructures	4
0 5 Sécurité du personnel - Démarches - Sous traitants	5
0 6 Plan d'exécution - Études techniques	5
0 7 Classement UPEC - Classe d'usage	5
0 8 Réception des supports	6
0 9 Qualité des matériaux - Certificat - Provenance	6
0 10 Nettoyage	6
0 11 Dossier des Ouvrages Exécutés	6
1 PREPARATION DE SUPPORTS	7
1 1 Ragraéage - Épaisseur 3 mm	7
2 REVETEMENT DE SOL EN MOQUETTE	8
2.1 Revêtement de sol en dalle - Pose collée	8
2.1 1 Dalle de moquette - Classe U3 P3	8
3 ACCESSOIRES	9
3.1 Profils	9
3.1 1 Seuil	9

DOSSIER CONSULTATION ENTREPRISES

Agencement d'une grande salle des instances
Lot N°02 REVETEMENT DE SOL

0 GENERALITES

0 1 Objet du CCTP et de la DPGF

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) :

Le présent document a pour objet de préciser les différentes prestations nécessaires à la réalisation des travaux, tous renseignements utiles et sujétions dont il pourrait rencontrer, ainsi que les performances techniques et environnementales à atteindre selon les règles de construction et les préconisations des bureaux d'études.

Cette pièce écrite fait partie intégrante du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E) mis à la disposition de l'Entrepreneur. Ce dossier est un tout et non dissociable. L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces dites écrites et graphiques de ce dossier, qu'elles soient de caractère technique ou administratif. L'ensemble de ces pièces dont le présent CCTP permettent à l'Entrepreneur d'établir son offre technique et financière.

Tous les intervenants auront obligation absolue de prendre connaissance de l'ensemble des CCTP dans leur intégralité, de façon à se rendre compte de la totalité des travaux à réaliser, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne les autres lots, et la répercussion des différents ouvrages sur les leurs.

En cas de discordance entre les différents documents, le CCTP du lot concerné a priorité sur les autres CCTP des différents lots.

Toutes les dispositions précisées au présent CCTP, sur les plans et documents contractuels constituant le dossier doivent être respectées tant en ce qui concerne le choix des matériaux que le mode de construction.

L'Entrepreneur portera la responsabilité totale des travaux dans le cadre de son marché et de leurs conséquences vis-à-vis des tiers et de leurs biens. Cette responsabilité s'étend bien entendu au domaine public.

L'entreprise ayant compris exactement les travaux à réaliser, elle est réputée avoir sollicité auprès du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre tous renseignements utiles.

Décomposition du Prix Global et Forfaitaire :

Toutes les quantités sont données à titre indicatif et devront être vérifiées par l'entrepreneur répondant à l'appel d'offre, elles sont établies sur la version des pièces graphiques communiquées dans le DCE. L'entreprise assurera les conséquences financières des éventuels écarts entre la réalité et les quantités données à titre indicatif. L'entrepreneur reste le seul et unique responsable de son offre globale. Dans le cas où l'entreprise relève un écart de quantité significatif entre la DPGF et son étude, celle-ci devra en informer par écrit la Maîtrise d'Oeuvre, **au plus tard** lors de la remise de son offre. Alors la Maîtrise d'Oeuvre en vérifiera l'exactitude et procédera à une régularisation pour l'ensemble des candidats répondant au présent lot.

Aucun ouvrage susceptible d'entraîner une augmentation de la dépense ne devra être entrepris sans ordre écrit et spécial du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre et seulement dans la stricte limite fixée par cet ordre, conformément aux dispositions des documents contractuels constituant le marché.

L'entreprise devra donc prévoir, au moment de sa soumission, toutes les sujétions particulières.

La DPGF permet de comparer les candidats au moment de l'analyse des offres, selon un sous détail d'ouvrage en cohérence avec le C.C.T.P. C'est également sur cette base, que sont établis les situations de travaux lors de l'avancement du chantier. Il est donc **impératif** de répondre sur le cadre fourni et de renseigner chaque prestation par un prix unitaire associé en cohérence avec son unité.

DOSSIER CONSULTATION ENTREPRISES

Agencement d'une grande salle des instances
Lot N°02 REVETEMENT DE SOL

0 2 Normes et réglementations

Ils s'entendent exécutés soigneusement et conformément aux « Règles de l'Art et de la bonne exécution ».

D'une manière générale, les travaux à exécuter devront être conformes à toutes les prescriptions techniques en vigueur, en particulier à celles stipulées dans :

- Les documents techniques applicables aux travaux de revêtement de sol en produit à base de fibres textiles
- Les Normes NF, EN et DIN.
- Les règles professionnelles.
- Les règles techniques de conception et de calcul des ouvrages.
- les fiches d'agrément ou avis techniques du CSTB.
- Le REEF édité par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) et en particulier aux prescriptions des Cahiers des Clauses Techniques (CCT) et des Cahiers des Clauses Spéciales (CCS) ;
- Les lois, décrets, arrêtés, codes, règlements, etc... relatifs à la Sécurité/Santé et à l'Hygiène sur les lieux de travail.
- Les Normes fondamentales et générales relatives aux dimensions, représentations, résistances et protections ainsi que celles ayant pu paraître jusqu'à la date des offres, et ce indépendamment de date de référence.
- Les règles de sécurité éditées par le Ministère du Travail ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS) ;

Cette liste n'est pas limitative et n'exclut pas l'application des D.U.T., règles de calcul et normes non citées.

Les matériaux non traditionnels susceptibles d'être employés dans le présent lot devront avoir fait l'objet d'un agrément C.S.T.B et de garanties d'Assurances spécifiques au chantier.

0 3 Consistance des travaux

D'une façon générale, l'Entrepreneur du présent lot, en complément des prestations décrites ci-après, le périmètre de ses travaux comprennent :

- Le nettoyage des supports sur lesquels il intervient, avec balayage, dépoussiérage, grattage et évacuation des déchets.
- L'implantation / traçage / calepinage.
- L'ensemble des matériaux, équipements, protections, nécessaire à la réalisation des ouvrages décrits ci après.
- La manutention à pied d'œuvre des matériaux décrits dans les articles suivants.
- Tout moyen de fixation dans les règles de l'Art.
- Le nettoyage à la suite de l'exécution de ses travaux.
- La protection de toutes les surfaces des ouvrages du présent lot, après pose par fine moquette en pose libre et bandes adhésives en périphérie.

0 4 Visite de site - Reconnaissance des lieux - Précautions vis à vis des usagers et infrastructures

Les entrepreneurs soumissionnaires sont réputés s'être rendu sur place pour apprécier l'environnement et ses difficultés éventuelles.

Ils ne sauraient se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché d'une connaissance insuffisante du site, pas plus que de tous les éléments locaux, tels que la nature des sols, les moyens d'accès, les conditions climatiques, etc....., en relation avec l'exécution des travaux.

Il reconnaît également avoir parfaitement apprécié l'état des lieux et la nature des constructions avoisinantes, des servitudes d'implantations, de passage, de logistique. Il prendra les lieux dans l'état où il les trouvera.

Il devra également prendre en compte les dispositions nécessaires pour garantir l'état des infrastructures

DOSSIER CONSULTATION ENTREPRISES

Agencement d'une grande salle des instances
Lot N°02 REVETEMENT DE SOL

existantes et engendrer un minimum de gêne au voisinage, durant la durée de son intervention. Dans le cas de dégradations sur les infrastructures (compris espaces verts, équipements techniques et voiries), les remises en état seront à la charge de l'entreprise.

Les entreprises devront donc prévoir, au moment de leur soumission, toutes les sujétions particulières, toutes les taxes et redevances diverses, résultant des circonstances locales.

0 5 Sécurité du personnel - Démarches - Sous traitants

L'entreprise adjudicatrice du présent lot est réputée prendre toutes les dispositions nécessaires à la sécurité de ses ouvriers ainsi qu'à la tenue des protections collectives durant toute la période de son intervention et jusqu'à l'intervention des corps d'états suivants.

D'autre part, l'Entrepreneur est tenu de déclarer l'ensemble de ses sous-traitant au Maître d'Oeuvre d'Exécution. il devra produire à ses frais, l'ensemble des dossiers pour validation.

D'une manière générale, les entrepreneurs auront à leur charge et à leurs frais tous travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires à la suite des dépréciations provenant d'une absence ou d'une insuffisance des mesures de sécurité individuelles ou collectives.

L'entrepreneur est responsable de tous dégâts qui pourrait survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, ainsi que de celui lié aux intempéries.

0 6 Plan d'exécution - Études techniques

Durant la période de préparation de chantier et durant les délais qui lui sont accordés au planning d'exécution, l'Entrepreneur est tenu de :

- Vérifier l'ensemble des pièces graphiques (plans, coupes, façades, détails, ...) de l'Architecte et des différents bureaux d'études.
- Établir ou de faire établir l'ensemble de ses plans dits d'exécution, notes de calculs et les soumettre pour validation au contrôleur technique ainsi qu'à la Maîtrise d'Oeuvre d'Exécution. Ces derniers se prononceront par avis et visa, L'exécution des travaux, les fabrications en atelier, ne peuvent débuter qu'après la validation du bureau de contrôle et de la Maîtrise d'Oeuvre d'Exécution.
- Les dimensionnements définis dans le CCTP sont donnés à titre indicatif et doivent être obligatoirement vérifier par l'Entrepreneur.
- Le calepinage des façades.

Dans le cas de modification initiée par l'Entreprise sur les éléments du dossier Marché, celle-ci devra motivée par écrit ses observations au bureau de contrôle et la Maitrise d'Ouevre d'Exécution. Dans le cas d'un refus de ces derniers, l'Entrepreneur reprendra à ses frais les différentes études nécessaires pour l'obtention d'une validation des 2 parties.

Toutes les entreprises sont soumises à la présentation des documents graphiques concernant les installations ou ouvrages mis en œuvre. Ces documents seront fournis sur support papier avec une échelle définie et cohérente au document, en nombre d'exemplaires suffisants autant de fois que cela s'avérera nécessaire pour demander l'avis du Maître d'œuvre, du contrôleur technique et des bureaux d'études.

Tous les documents, plans d'exécution et plans des ouvrages exécutés devront obligatoirement être établis sur un logiciel de dessin et présentés au format DWG dernière version.

L'Entrepreneur est réputé avoir intégré l'ensemble de ces prestations intellectuelles, de reprographie et d'envois dans les unités précisés dans la DPGF.

0 7 Classement UPEC - Classe d'usage

L'entrepreneur est tenu de respecter le classement UPEC et des classes d'usage des revêtements de sol dont il en assure la mise en œuvre, selon la destination du local. Pour cela, il doit se référer au document "Notice sur le classement UPEC et Classement UPEC des locaux" édité par le CSTB.

Les classements indiqués dans le présent CCTP, est le minimum à respecter.

DOSSIER CONSULTATION ENTREPRISES

Agencement d'une grande salle des instances
Lot N°02 REVETEMENT DE SOL

0 8 Réception des supports

L'entrepreneur est dans l'obligation d'établir une réception des supports sur lesquels il intervient. Il motivera ses validations ou observations par procès verbal qu'il diffusera à la Maîtrise d'Oeuvre d'Exécution et aux Entreprises identifiées devant reprendre les ouvrages. Dans le cas d'une nécessité de reprise des supports, L'Entrepreneur du présent lot devra préciser, aux Entreprises, les normes ou autres points réglementaires relevant de son lot, permettant la bonne réception du support.

La réception des supports devra se faire sur initiative de l'Entreprise, avant impact sur le planning d'exécution général.

Dans le cas d'une absence de réception des supports avec procès verbal, il sera considéré par la Maîtrise d'Oeuvre d'Exécution comme support réceptionné sans réserve par l'Entreprise du présent lot. L'intervention pour la réalisation des travaux pourra alors démarrer. Les travaux d'adaptation et de reprises techniques seront supportés financièrement par le présent lot.

0 9 Qualité des matériaux - Certificat - Provenance

Les matériaux employés seront réputés neuf et vérifiés de toute trace de dégradation. L'ensemble des performances des matériaux devra être conforme aux prescriptions du présent CCTP.

La provenance des matériaux devra être contrôlée par l'Entrepreneur adjudicataire du présent lot. Dans le cas d'une défaillance du produit sur sa qualité ou sa provenance, l'Entrepreneur est tenu d'en informer la Maîtrise d'Oeuvre d'Exécution. De même, il prendra toutes les mesures nécessaire liées à son réapprovisionnement sans d'impact sur le planning d'exécution.

L'ensemble des produits employés (préparation, finitions, accessoires, ...) devra être conforme vis à vis des normes françaises, certification du CSTB, en vigueur au moment de la signature des marchés. Il est proscrit tout produit ne bénéficiant pas d'avis techniques, DTA. Pour la réalisation d'ouvrages à partir de procédés réputés non traditionnels, la mise en œuvre sera acceptée qu'après des échantillons à l'échelle 1 jugés concluant par la Maîtrise d'Oeuvre d'Exécution et le bureau de contrôle.

0 10 Nettoyage

En fin d'intervention, l'entreprise devra le nettoyage dû à l'exécution de ses travaux. Les locaux seront rendus nets de toute souillure. L'entreprise assurera l'évacuation de tous ses déchets et gravois aux décharges publiques.

Dans le cas où des déchets non évacués seraient identifiés comme appartenant à l'entreprise, la Maîtrise d'Oeuvre d'Exécution se réserve le droit de faire assurer leur enlèvement par un tiers, selon son choix. Les frais issus de cette ou ces interventions seraient alors supportés par l'entreprise adjudicataire du présent lot, sans possible contestation. Ce ou ces montants apparaîtront sur les situations de travaux.

0 11 Dossier des Ouvrages Exécutés

A l'issue du chantier, l'Entrepreneur doit produire, à ses frais, un Dossier des Ouvrages Exécutés, comprenant :

- Les différentes pièces graphiques (plans, coupes, détails), notes de calculs et fiches techniques, validées du bureau de contrôle et de la Maîtrise d'Oeuvre d'Exécution, qui ont servies à la réalisation des ouvrages.
- Les différents procès verbaux d'essais, de contrôles, de montage, ...
- Les différents manuels d'entretien et de maintenance des équipements.

L'entreprise établira son DOE en se référent à la charte graphique du projet.

DOSSIER CONSULTATION ENTREPRISES

Agencement d'une grande salle des instances
Lot N°02 REVETEMENT DE SOL

1 PREPARATION DE SUPPORTS

1 1 Ragréage - Épaisseur 3 mm

Métré : au m2.

Sur supports neufs et réceptionnés du type dalle béton lissée, préparation de sol pour revêtement en sol textile, comprenant :

- Nettoyage du support par balayage, aspiration, grattage, ...
- Incorporation d'un primaire type weberprim universel.
- Fourniture et application d'un enduit de ragréage autolissant, épaisseur courante 3 mm minimum, jusqu'à 20 mm pour des garnissages ponctuels, spécifique usage intérieur, pour locaux P2 et P3, de chez WEBER ou techniquement équivalent.

Application selon les prescriptions du fabricants et normes du DTU.

Compris protection, balayage du support, grattage et toutes sujétions de parfaite mise en œuvre, sans manque ni boursouflures.

Localisation :

Salle des instances, kitchenette et local baie de brassage :

- Ensemble de la surface au sol.

DOSSIER CONSULTATION ENTREPRISES

Agencement d'une grande salle des instances
Lot N°02 REVETEMENT DE SOL

2 REVETEMENT DE SOL EN MOQUETTE

2.1 Revêtement de sol en dalle - Pose collée

Métré : au m2 pour le revêtement de sol.

Fourniture et mise en œuvre d'un revêtement de sol en moquette, gamme Contemplation de chez INTERFACE ou techniquement équivalent, comprenant :

- Nettoyage du support par balayage, dépoussiérage, aspiration, ...
- Dalle de moquette tuftés, bouclée et structurée à motifs composée de fibres polyamides teintées dans la masse à 100%. Pose par colle adaptée au support selon les prescriptions du fabricant, uniformément répartie.

L'ensemble mis en œuvre devra respecter les caractéristiques techniques correspondant au classement des locaux.

Caractéristiques techniques : selon localisation.

Les dalles recevront un traitement anti statique.

Compris chargement, transport, déchargement, manutention, coupes, découpes, chutes, arasées des remontées, protection des ouvrages, toutes sujétions de parfaite réalisation.

Observation :

Plinthes bois à la charge du lot "Menuiseries intérieures".

2.1 1 Dalle de moquette - Classe U3 P3

Caractéristiques techniques :

- Dimensions des dalles : 50 x 50 cm.
- Classement UPEC : U3 P3 E1 C0.
- Classification : 33.
- Épaisseur : 6,30 mm.
- Hauteur de fibre : 3,30 mm.
- Poids de fibre : 580 g/m2.
- Efficacité acoustique certifiée : $\Delta L_w \leq 30$ dB
- Absorption aux bruits aériens : 0.20
- Jauge de serrage de points : 1/12 - 47.2.
- Réaction au feu : C_{fl}-s1.
- Référence : Artisan.

Localisation :

Niveau RDC :

- Ensemble des pièces :
- . Revêtement de sol.

DOSSIER CONSULTATION ENTREPRISES

Agencement d'une grande salle des instances
Lot N°02 REVETEMENT DE SOL

3 ACCESSOIRES

3.1 Profils

3.1 1 Seuil

Métré : au ml.

Fourniture et pose de barre de seuil en profil laiton extrudé bombé, teinte laiton, largeur 32 mm, pour finition entre 2 natures de revêtement de sol. Corps fixé mécaniquement par visse et cheville dans structure en béton et capotage bombé clipé.

Compris toutes sujétions de parfaite pose.

Localisation :

Salle d'instances :

- Profil entre circulation et salle; au droit de la feuillure de la porte.